

Approches et méthodes de l'analyse électorale en contexte post-autoritaire

L'école thématique CNRS sur l'analyse électorale, coordonnée par Alia Gana et Gilles Van Hamme, a été organisée par l'IRMC, avec la participation de l'Université Libre de Bruxelles (l'ULB) et de l'Institut de recherche sur le développement (l'IRD), s'est déroulée du 15 au 19 septembre 2015, à l'hôtel Sidi Bou Saïd, Sidi Dhrif. Une quarantaine de participants dont une vingtaine de stagiaires, de diverses nationalités et de profils variés – jeunes chercheurs, membres de la société civile, affiliés à des organisations internationales – ont assisté aux conférences et participé activement aux ateliers.

S'appuyant sur les acquis du projet de recherche PROCELEC (Processus électoraux en Afrique du Nord : recherche en géographie et en sociologie électorale), coordonné par l'IRMC, cette école thématique s'est fixée comme objectifs de confronter et de mettre en dialogue les approches et les méthodes mises en œuvre par différentes disciplines (sociologie, géographie et sciences politiques), et appliquées à différents contextes sociopolitiques (Europe, Afrique du Nord, Afrique Sub-saharienne). Son but est de familiariser des étudiants et des jeunes chercheurs avec les approches interdisciplinaires, comparatives et territorialisées, ainsi qu'avec les outils de l'analyse électorale et de contribuer au développement d'une expertise répondant aux besoins spécifiques des pays de la région, tant en matière de recherche que de formation universitaire.

Combiner sociologie et géographie électorale

Après une présentation des objectifs de l'école, la première séance a été l'occasion de présenter les fondements théoriques de l'analyse électorale. Eric Agrikolyansky a rappelé les grandes approches de la

sociologie électorale et leurs centres d'intérêt : évaluation de l'intérêt pour la politique ; identification des ancrages sociaux des préférences électorales ; et analyse du rapport entre les facteurs structurels dans le temps long et le temps court des élections.



De son côté, Gilles Van Hamme a rappelé l'intérêt de l'approche en géographie électorale qui, à la différence de la sociologie, travaille sur l'ensemble du corps électoral. Il s'est attardé sur l'importance de la notion d'échelle, qui peut entraîner des erreurs d'interprétation majeures si elle n'est pas bien prise en compte. L'ambition est avant tout de comprendre les lignes de fractures dans les sociétés, au moyen des outils qu'offre la géographie électorale : cartographie des espaces d'implantation des partis, croisements des données électorales et socio-économiques, comparaison dans le temps et dans l'espace, et analyse multi-scalaire.

Les objectifs de la recherche sur les élections sont multiples. Ils visent tout d'abord à cerner les critères de politisation des individus : en sociologie, différents modèles tentent de cerner ce processus.

Le modèle de « domination sociale » stipule que la politisation dépend avant tout de la position sociale et de la culture subjective et objective du citoyen. Les populations « dominées » – classes populaires, non instruits, jeunes – participent donc moins que les autres. La question de la compétence politique, très difficile à évaluer semble finalement aussi bien une question de délibération, de politisation en situation de délibération, que de compétence sur le fond. Le modèle de l'intégration sociale, développé par Paul Lazarsfeld et Céline Braconnier, stipule, quant à lui, que c'est l'appartenance à des groupes sociaux structurés qui permet l'augmentation de la participation ; le vote est alors vu avant tout comme une pratique collective. Cette question de l'appartenance communautaire, de l'identité, et du vote est au cœur des travaux de « l'école du Michigan » sur l'appartenance sociale. Certaines variables « lourdes » sur-déterminent le vote : la religion, « l'effet patrimoine », les statuts socio-professionnels, etc.

La recherche en analyse électorale vise également à cerner la force du déterminisme social dans l'opération de vote : avec Eric Agrikolyansky, Gilles Van Hamme a rappelé que si le vote des classes a été sans doute surestimé, il n'en reste pas moins une réalité, qui se recompose et se décline sur de nouveaux axes, au gré des évolutions de l'offre politique : ethnocentrique/universel ; inégalitaire/égalitaire. Cette vision est remise en question dans le cadre de la « crise des identifications partisans », qui fait passer de « partis de classes » aux « partis à enjeux ». C'est l'émergence d'électeurs éduqués et du modèle concurrent de « l'électeur calculateur » (cf. Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, 1957), qui recherche avant tout l'utilité individuelle dans son vote. Sur le plan théorique, Eric Agrikolyansky a



© ifre.fr

rappelé l'importance de l'interdépendance de l'ordre politique et social. L'ouvrier est autant une catégorie produite par l'ordre politique qu'une classe sociale définie. La recherche électorale s'intéresse aussi aux rapports entre facteurs structurels dans le temps long et le temps court électoral et à l'analyse des ruptures et continuités. Cette dichotomie pose un certain nombre de questions méthodologiques. Si les campagnes peuvent renforcer des convictions, les effets de contexte font appel à l'historicité du champ politique, à l'offre électorale en tant que telle. En géographie, l'analyse de la socialisation politique des citoyens, permet de cerner les formes d'encadrement social, et leurs implications spatiales. On distingue ainsi « l'effet de voisinage ». Ce sont les effets de la norme sociale, de l'influence des pairs, et du poids d'institution d'encadrement social fortement ancrées dans l'espace. Par ailleurs, malgré les bouleversements politiques, on observe une persistance remarquable dans la géographie électorale d'une structure socio-économique, au-delà de ce qui l'a fait naître. Ainsi, les zones, industrielles dans les années 1900 en Belgique par exemple, sont encore souvent des piliers de vote socialiste.

Jérôme Heurtaux, dans sa présentation sur la sociologie en contexte post-autoritaire, rappelle également que dans

l'euphorie démocratique, l'abstention reste peu étudiée, tout comme la figure de l'électeur. Souvent, il y a une idée « d'incompétence civilisationnelle » des citoyens à s'exprimer politiquement. Si la volatilité électorale y est importante, on constate néanmoins une stabilité en termes de clivages sociaux.

L'analyse électorale en contexte autoritaire et post-autoritaire. Etudes de cas en Afrique du Nord : quelles significations des élections en régime autoritaire ? Puis post-« printemps arabe » ?

A. Les élections comme simple outil de légitimation.

Eric Gobe, dans sa présentation sur la signification des élections en Tunisie en régime autoritaire, a rappelé que l'État a procédé à de constants réajustements du code électoral afin de garantir la stabilité du régime et d'éviter le mécanisme capable d'introduire l'alternance. Le choix d'un scrutin majoritaire de liste à un tour est devenu une véritable clé pour le parti-État. L'élection devient en réalité un instrument de gratification pour les bons et mauvais opposants. C'est plutôt un système de cooptation en ce qui concerne l'élection présidentielle.

B. Les élections en Algérie, la perte du sens du processus électoral comme mesure de politisation.

Abdelkader Lakjaa, dans sa présentation du cas algérien, et du comportement des jeunes depuis 1989, a rappelé le caractère inédit de l'exemple algérien. Ainsi, à la suite de la victoire électorale du FIS en 1991, le régime décide l'annulation et l'arrêt du processus électoral et ouvre la porte à une double

décennie de guerre civile. Les enquêtes de sociologie électorales menées aujourd'hui auprès des jeunes Algériens permettent de souligner que la tendance lourde est avant tout l'abstention. Dans un climat socio-économique difficile aujourd'hui, les jeunes se replient sur l'espace familial. De l'indépendance à aujourd'hui, le contrat entre les élites politiques et les jeunes a consisté à garantir l'État providence, et ce contrat est désormais rompu. On peut parler de « citoyens sans citoyenneté ».

Dans sa présentation « *Les élections : « négociations courtisanes » et jeu politique local, le cas du Maroc*, Mohamed Tozy souligne qu'avant 2011, il s'agissait d'un simple partage des responsabilités entre le gouvernement et le roi. Ce n'est pas la légitimité électorale qui prime, mais plutôt la coopération avec le roi. Désormais, le roi prend en charge la contradiction : modernisation de la constitution versus conservatisme. Les nouveautés de la mobilisation électorale sont le rôle des réseaux sociaux et le financement public. Les élections restent une « compétition de courtisans » mais il existe malgré tout un vrai jeu politique. Il y a finalement une sorte d'équilibre entre la cooptation et la transaction politique.



© ladepeche.fr



Dans son exposé traitant du « *retour d'un régime autoritaire* » Sarah Ben Nefissa présente le cas égyptien et ses spécificités. Ce qui change vraiment après 2011, c'est avant tout l'apparition de la figure de l'électeur, l'absence d'intervention de l'État dans ces élections là, et la dissolution du « parti-État ». Elle souligne la forte corrélation entre le milieu paysan et le vote islamiste, qui permet de parler d'une affirmation politique du fellah égyptien. Le clivage se fait également entre les civils, les religieux, et les « traditionnels » (nationalistes, pro-État). Le monde rural semble une réserve de voix islamiste, le monde urbain est plus moderniste. Certains clivages géographiques apparaissent désormais structurants. Les événements de juin 2013 auraient pu marquer la fin de la confiance dans les élections. Cependant depuis ce moment là, c'est la participation ou non à l'élection qui devient le vrai enjeu et signifie l'accord ou non avec les événements de juin. Dans ce contexte, le vote blanc, en pleine augmentation, apparaît comme éminemment politique. Par ailleurs, le clientélisme et les transactions de voix au niveau local, rappelle qu'il ne s'agit pas juste d'élections de façade, et que des dynamiques autres, mais pas « non politiques », sont en jeu.

Enseignements des scrutins post-révoltes arabes, et méthodologie d'analyse

Historique du projet : au-delà des clivages identitaires, comme facteur explicatif des scrutins de 2011.

Alia Gana a présenté une sociologie électorale comparée de la Tunisie, rappelant les objectifs qui avaient guidé la mise en place du programme et groupe de recherche PROCELEC, à l'origine de l'organisation de l'école thématique. Ainsi, à la suite des élections de 2011, l'ensemble des analyses se sont concentrées sur l'idée de profonds clivages sociopolitiques, identitaires – modernistes/conservateurs ; laïcs/ islamistes –, délaissant largement la dimension territoriale du vote. L'idée était donc de souligner l'importance d'une lecture territoriale et sociologique pour éclairer les clivages profonds de la société tunisienne.

Les conclusions tirées de l'analyse des données d'enquêtes menées auprès d'un échantillon de 600 électeurs soulignent le poids de certains déterminants socio-démographiques dans la participation et l'orientation du vote (âge, sexe, niveau d'instruction et catégorie sociale). Les résultats de l'enquête confirment les différenciations socioéconomiques des

comportements électoraux et suggèrent que le clivage « conservateur/moderniste » recouvre partiellement une opposition sociale. Néanmoins, ce résultat ne doit pas être interprété comme renvoyant à une opposition sociale tranchée entre le vote Ennahdha qui serait celui des classes défavorisées, et le vote moderniste qui serait celui des classes aisées urbaines.

Les instituts de sondages : des méthodes en débat.

La fin de matinée, H. Zargouni a présenté la méthode des sondages électoraux, réalisés par son entreprise Sigma Conseil. Cela a donné lieu à une vive discussion sur la pertinence des méthodes de collecte des données et de production des résultats de tels instituts.

Outils techniques et méthodologiques pour l'appréhension du fait électoral :

1. Cartographie et statistiques, l'approche quantitative :

Maher Ben Rebah a introduit les méthodes, fondements et outils de la cartographie électorale : traduction graphique d'un jeu de données, d'une problématique, et d'une échelle spécifique. David Goeury a fait une présentation de cartes et cartogrammes sur



© AFP

les élections tunisiennes et marocaines. L'atelier a permis de poser les questions des choix de représentations graphiques, et a introduit la notion d'interprétation de la carte. Ainsi, les régions sahariennes, faiblement peuplées mais correspondant aux plus grandes délégations, semblent souvent sur-représentées dans la cartographie électorale. La méthode des cartes en anamorphose permet de pondérer ce déséquilibre, en laissant voir le déséquilibre superficie/démographie. Le samedi matin, les participants ont également pu apprendre à utiliser les logiciels de cartographie et produire un certain nombre de cartes « classiques » de géographie électorale, comme les rapports

à manipuler des bases de données afin de tester divers croisement de variables et en proposer une interprétation.

3. Approche qualitative, micro-sociologie et approche territoriale :

Le jeudi matin, Eric Agrikoliansky et Alia Gana, ont présenté les méthodes d'enquêtes auprès des électeurs, en rappelant que les échantillons doivent être représentatifs avant tout en termes de diversité de la population. Les questions, ouvertes ou fermées, sont individuelles et cherchent à cerner les choix politiques et caractéristiques sociales. Les principales limites du questionnaire sont la sous représentation de l'abstention, les

Les observatoires localisés: cerner les logiques sociales du vote et la nature des réseaux sociaux qui en sont à l'origine.

L'après midi, la présentation des résultats des observatoires localisés du Maroc, de Sfax, Tabarka, et de l'Égypte, ont permis d'analyser les comportements électoraux en tenant compte des systèmes de relations sociales dans lesquels s'inscrivent les individus, qu'on peut appréhender plus finement au niveau local. Dans chaque terrain, une centaine de questionnaires ont été passés auprès des électeurs et une dizaine auprès des acteurs politiques clés. L'équipe égyptienne a restitué le travail, effectué dans un contexte très tendu, et qui de fait, s'est donc plutôt attaché à une description de trajectoires d'individus soumis aux micro-pressions, mettant en valeur les logiques d'interrelations et la complexité de l'ancrage territorial de l'électeur.



© AFP

d'implantation entre les partis, où la répartition du vote des jeunes. Grâce aux bases de données et fonds de cartes de la Tunisie qui ont été fournis aux participants, l'atelier a permis la production de diverses cartes thématiques.

2. Les modèles statistiques, comme test de pertinence des variables sur l'ensemble du corps électoral :

Gilles Van Hamme a présenté les notions statistiques fondamentales que sont « l'analyse en composante principale » et « la régression », qui permettent d'expliquer en partie des variations territoriales. D'autres ateliers ont permis aux participants de se familiariser avec les approches quantitatives et qualitatives, en apprenant

contraintes liées au passage effectif de l'enquête (temps, disponibilité, ...) et le codage, ainsi que la difficulté d'établir certaines causalités uniquement via cet outil.

Le vendredi matin a été l'occasion d'un atelier où les participants, par groupe, ont présenté des questionnaires qu'ils avaient préparés en s'inspirant du questionnaire PROCELEC, utilisé pour la production de résultats inédits en recherche électorale post-printemps arabe dans les contextes marocain, tunisien, et égyptien. Cela a permis aux participants de cerner les difficultés et d'identifier les logiques du choix des questions selon les objectifs de la recherche, et la nécessaire réflexion pour une adaptation optimale des questions au contexte socio-territorial de l'enquête.

Conclusion

Lors de la synthèse, il a été rappelé que l'ambition de l'école était d'offrir aux participants la diversité des approches et expériences dans le champ de la recherche électorale en rappelant qu'on ne peut pas comprendre les comportements électoraux sans les combiner.

Les participants de leurs côtés ont fait part de leur intérêt pour la présentation de divers contextes nationaux, qu'ils auraient souhaiter approfondir en partant de leur expérience et parcours individuels, afin de mieux cerner les spécificités des effets de contexte, et d'une situation autoritaire ou post-autoritaire en ce qui concerne l'analyse électorale. L'alternance des conférences thématiques et ateliers pratiques a été l'un des points forts de l'École et les participants ont exprimé l'envie de systématiser cette alternance, avec plus d'ateliers encore, afin de discuter et mettre en débat les expériences de chacun. Tous les participants ont rappelé l'intérêt qu'ils avaient eu à suivre cette école, malgré des profils très différents, dans la mesure où ils ont pu accéder à des connaissances théoriques et une vision renouvelée des comportements électoraux.

Irène Carpentier